

## Le réquisitoire de l'OFCE contre la politique économique du gouvernement

Laurent Mauduit, *Mediapart*, 30 octobre 2014

Selon l'OFCE, les cadeaux sans précédent faits aux entreprises vont avoir un impact microscopique sur la croissance en 2015. Et cela ne compensera en rien les effets récessifs de la politique d'austérité mise en place pour les financer. Une politique économiquement absurde et socialement choquante.

Dans une étude économique qui trace les perspectives économiques de la France pour la période 2014-2015, et qui est signée par quatre économistes, Éric Heyer, Bruno Ducoudré, Hervé Péléraux et Mathieu Plane, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) réalise une évaluation des différents volets de la politique économique française. Cette évaluation prend des allures de réquisitoire car elle permet de comprendre, chiffres à l'appui, que la stratégie économique de François Hollande, ayant pour principales priorités une politique d'austérité pour le plus grand nombre et une politique de cadeaux exorbitants pour les entreprises, a des effets gravement récessifs.

Le ton de l'analyse est neutre mais le constat qui en ressort est accablant : elle permet de mesurer précisément le coût pour le pays d'une politique économique aberrante. Cette étude, qui a été publiée mercredi, il est

En matière de prévisions économiques, l'étude n'apporte pas de véritables surprises. Comme beaucoup d'autres instituts de conjoncture, l'OFCE estime que la reprise de l'économie française, qui a semblé être enclenchée en 2010, s'est finalement enrayée dans les premiers mois de 2011. Et depuis, la France barbote dans une conjoncture très proche de la croissance zéro. Dans leur pessimisme, les prévisions de l'OFCE sont donc en ligne avec celles des autres organismes économiques. Elles ne laissent pas présager un nouveau redémarrage de l'économie française.

	Niveau (prix chaînés)	Taux de croissance trimestriels en %												Taux de croissance annuels en %			
		2010	2013				2014				2015				2013	2014	2015
			T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
PIB	1997	0,0	0,7	-0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	1,1
Importations	556	0,6	2,1	0,6	0,4	0,8	0,4	0,3	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	1,9	2,4	1,2	
Dépenses de consommation des ménages	1083	0,3	0,3	-0,1	0,2	-0,6	0,4	0,3	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	1,3	
Dépenses de conso, des administrations	385	0,5	0,8	0,3	0,6	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	2,0	1,8	1,1	
FBCF totale, dont :	440	-0,3	0,3	-0,3	-0,1	-0,9	-1,1	-0,5	-0,3	-0,5	-0,3	-0,2	-0,2	-0,8	-2,2	-1,6	
Sociétés non financières	233	-0,5	0,4	0,2	0,8	-0,6	-0,7	-0,2	0,1	0,0	0,2	0,3	0,1	-0,6	-0,4	0,2	
Sociétés financières	13	-0,9	0,0	-0,9	0,0	0,1	-0,6	-0,7	-0,1	-0,7	0,5	0,5	0,6	-0,3	-1,3	-0,6	
Ménages	107	0,0	-0,4	-1,8	-2,1	-2,7	-2,5	-1,4	-1,3	-1,4	-0,8	-0,8	-0,1	-3,1	-7,9	-4,7	
Administrations publiques	83	0,2	0,7	0,3	-0,4	0,1	-0,7	-0,5	-0,5	-1,2	-1,2	-1,2	-1,2	1,1	-0,7	-3,7	
ISBLSM	4	1,6	1,4	0,9	0,4	0,0	0,0	-0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	4,5	0,9	1,0	
Exportations	519	0,2	2,9	-0,6	1,5	0,6	0,1	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	2,4	2,5	2,6	
Contribution																	
Demande intérieure hors stocks		0,2	0,4	0,0	0,2	-0,4	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,4	0,0	0,6	
Variations de stocks		-0,1	0,1	0,3	-0,3	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,4	0,1	
Solde extérieur		-0,1	0,2	-0,4	0,3	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,4	

Sources : INSEE, comptes trimestriels, prévision OFCE e-mod.fr 2014-2015, octobre 2014.

C'est ainsi que pour 2015 la croissance de l'économie française devrait osciller entre +0,3 % et +0,4 % à chacun des trimestres, pour au total plafonner à +1,1 % sur l'ensemble de l'année, après un désespérant taux de +0,4 % en 2013 et en 2014. Avec un taux de croissance de seulement 1,1 % en 2015, la France va donc rester embourbée dans une mauvaise conjoncture, avec à la clef les tempêtes que l'on devine, sur le front des déficits publics ou sur celui du chômage.

## Le coup de massue de la politique d'austérité

Déprimant, le constat n'a rien de très original. Ce qui l'est plus, c'est que l'OFCE s'arrête sur une question majeure : mais pourquoi donc l'éphémère reprise de 2010 a-t-elle été cassée ? Et là, les enchaînements économiques décrits par l'étude deviennent autrement plus intéressants.

L'étude estime en effet que l'économie française était alors sur une pente qui aurait pu lui permettre d'espérer atteindre spontanément des taux de croissance proches de 2,4 % l'an. Mais des freins sont alors entrés en action et ont très fortement bridé la reprise qui se dessinait. Concrètement, l'OFCE identifie quatre freins, qui ont joué chacun plus ou moins fortement : la politique budgétaire d'austérité conduite par le gouvernement, les pertes de compétitivité dues aux prix, l'environnement monétaire et les fluctuations du pétrole. Voici, ci-dessous, le tableau qui synthétise les impacts respectifs sur la croissance de ces différents freins :

En points de croissance				
	2010	2011	2012	2013
<b>Croissance du PIB</b>	1,9	2,1	0,4	0,4
<b>Impact sur le PIB dû...</b>				
... aux évolutions du pétrole	0,0	-0,1	-0,3	-0,1
<i>Effet direct sur l'économie française</i>	0,0	-0,1	-0,3	-0,1
<i>Effet via la demande adressée</i>	0,0	-0,0	-0,1	-0,0
... à la compétitivité-prix	0,2	0,2	-0,1	-0,1
<i>Effet du taux de change effectif de l'euro</i>	-0,1	0,1	0,1	-0,1
<i>Effet compétitivité intra-zone euro</i>	0,3	0,1	-0,2	0,0
... aux conditions de crédit	-0,4	-0,2	-0,3	-0,1
<i>Effet direct sur l'économie française</i>	-0,3	-0,2	-0,3	-0,1
<i>Effet via la demande adressée</i>	-0,1	0,0	0,0	0,0
... aux politiques budgétaires	-0,7	-1,4	-1,6	-1,5
<i>Effet direct sur l'économie française</i>	-0,5	-1,2	-0,9	-0,9
<i>Effet via la demande adressée</i>	-0,2	-0,3	-0,7	-0,6
<b>Acquis</b>	0,6	0,9	0,3	-0,1
<b>Effet cumulé des chocs</b>	-0,4	-0,6	-2,0	-1,9
<b>Autres facteurs</b>	-0,1	0,3	0,0	-0,1
<b>Rythme de croissance spontanée hors chocs</b>	2,4	2,4	2,4	2,4

Sources : INSEE, comptes trimestriels, estimations e-mod.fr.

Or, ce qui saute aux yeux à l'examen de ce tableau, c'est que des quatre freins, celui de la politique budgétaire a joué un rôle autrement plus important que les trois autres. Pour 2012, si la croissance a ainsi été limitée à seulement 0,4 % au lieu des 2,4 % qui étaient potentiellement réalisables, c'est en grande partie à cause de la politique budgétaire restrictive, qui de manière directe ou indirecte a eu un effet récessif de -1,6 point de PIB, les autres freins ne jouant que de manière marginale, à hauteur de -0,4 point de PIB. Et pour 2013, le résultat est très voisin puisque la politique budgétaire aurait freiné la croissance d'environ 1,5 point de PIB.

En clair, la croissance zéro n'était pas une fatalité. Tout au contraire, c'est le résultat de la politique d'austérité voulue par François Hollande. C'est ce qu'expliquent les quatre auteurs de l'étude : « *Quatre types de chocs (la politique budgétaire, les pertes de compétitivité, les conditions monétaires et le prix du pétrole), dont le principal est la politique de consolidation budgétaire instituée en Europe à partir de 2010, rendent compte de l'étouffement en 2011*

de la reprise post-récession. L'effet de ces quatre chocs est resté mesuré en 2010 et en 2011, respectivement -0,4 et -0,6 point de PIB, mais avec déjà à l'époque une prédominance du frein budgétaire qui s'est renforcé en 2011 et en 2012 (-1,4 et -1,6 point de PIB) pour à peine s'atténuer en 2013 (-1,5 point de PIB).

« Les gouvernements français successifs se sont pliés aux normes de réduction des déficits édictées par la Commission européenne tout en affichant leur souci de préserver la notation de la dette souveraine française pour se prémunir de la défiance des marchés et éviter la hausse des primes de risque sur les taux souverains. La rigueur a ainsi formaté la politique économique. Au frein budgétaire national s'est ajouté l'effet négatif des politiques budgétaires conduites pour les mêmes raisons chez les partenaires européens de la France et qui, par le canal de l'affaiblissement de la demande adressée, ont renforcé l'impact de la consolidation budgétaire sur la croissance.

« Cette politique a exercé des effets d'autant plus récessifs qu'elle a été appliquée alors que l'économie portait encore les stigmates de la récession, notamment un niveau de chômage élevé, et que l'écart de production, toujours fortement négatif, témoignait de la persistance d'une situation de bas de cycle dans laquelle les multiplicateurs fiscaux sont élevés. »

Dans la foulée, les économistes cherchent à évaluer les effets combinés sur la croissance en 2014 et 2015 de la politique économique du gouvernement qui est articulée autour de deux grandes priorités : d'abord, la montée en puissance progressive d'un allègement des cotisations fiscales et sociales historiques pour les entreprises pour un total à terme de plus de 40 milliards d'euros, via le crédit d'impôt (CICE) du « choc de compétitivité » et le « pacte de responsabilité » ; ensuite, en grande partie pour financer ce dispositif, la mise en œuvre d'un plan d'austérité renforcée de 50 milliards d'euros sur trois ans, dont 21 milliards pour commencer en 2015.

Pourquoi le gouvernement impose-t-il au pays un plan d'austérité aussi considérable, qui a les graves conséquences sociales que l'on sait (sur les rémunérations publiques, sur la politique familiale, etc.) ? Et pourquoi prend-il le risque d'apporter en cadeau aux entreprises une somme aussi fabuleuse ? On connaît les arguments du gouvernement : tôt ou tard, le pays sera récompensé de ses efforts ; et les allègements consentis aux entreprises, loin de susciter des effets d'aubaine, finiront par donner un coup de fouet à l'investissement et à la croissance, et donc, en bout de chaîne à l'emploi.

### ***D'immenses cadeaux aux entreprises pour des effets dérisoires***

Eh bien, non ! Rejoignant d'autres études sur le même sujet, [celle de la rapporteure générale \(PS\) du budget à l'Assemblée](#), Valérie Rabault, ou [celle de la fondation IFRAP](#) (lire [L'échec économique, le désastre social](#)), mais de manière encore plus argumentée, la note de l'OFCE établit de manière chiffrée que l'austérité va avoir, sans grande surprise, un effet toujours gravement récessif – effet qui sera à peine limité par l'énorme gaspillage de l'argent public occasionné par le choc de compétitivité et le pacte de responsabilité.

Voir ci-dessous le tableau qui résume les évaluations de l'OFCE.

Pour 2014, l'OFCE évalue ainsi que les coupes dans les dépenses publiques pourraient peser à hauteur de -0,61 point sur le taux de croissance et que le relèvement de la TVA pour financer le crédit d'impôt pourrait étouffer la croissance à hauteur de -0,22 point. En contrepartie, le crédit d'impôt du choc de compétitivité stimulerait la croissance, mais de manière ridiculement faible, à hauteur seulement de +0,15 %.

Tableau 6. La politique budgétaire en 2014 et en 2015

En point de PIB						
	2014			2015		
	En points de PIB	Multiplicateur	Impact sur le PIB	En points de PIB	Multiplicateur	Impact sur le PIB
Total PO (a=a1+a2)	0,04		-0,15	-0,18		0,20
Mesures discrétionnaires (a1)	0,13		-0,22	-0,09		0,13
CICE	-0,30	0,5	0,15	-0,16	0,8 (1,1 en apparent)	0,17
Pacte de responsabilité et de solidarité				-0,39	0,8	0,32
Hausse de TVA	0,24	0,9	-0,22			
Mesures impôts sur le revenu	0,10	0,8	-0,08			
Autres mesures	0,09	0,7	-0,07	0,46	0,8	-0,36
Moins-values fiscales (a2)	-0,09	0,8	0,07	-0,09	0,8	0,07
Dépenses publiques primaires (b)	-0,46	1,3	-0,61	-0,57	1,3	-0,76
Clé CICE avec nouvelles normes comptables (c)	-0,20	0,0	0,00	-0,10	0,0	0,00
Total impulsion budgétaire (d=-a+b-c)	-0,29		-0,76	-0,28		-0,56

Sources : Projet de Loi de finances 2015 ; calculs et prévisions OFCE, octobre 2014.

Autrement dit, la mesure pour financer le crédit d'impôt (dit CICE), à savoir la hausse de la TVA, aurait un effet récessif plus fort que l'effet positif du crédit d'impôt lui-même. On touche donc là à l'absurdité même de la politique économique de ce gouvernement. Absurdité d'autant plus criante que les effets cumulés, dans un sens ou dans l'autre, de ces différentes mesures, alliant austérité pour les uns et largesses pour les entreprises, ne stimuleraient pas la croissance mais au contraire la brideraient encore un peu plus. De -0,76 point de croissance au total, si l'on en croit l'étude de l'OFCE.

Et pour 2015, le résultat est tout aussi consternant. Le choc de compétitivité et le pacte de responsabilité auraient des effets parfaitement dérisoires (+0,17 et +0,32 point de croissance respectivement), eu égard à l'énormité des sommes apportées aux entreprises. Et ces effets seraient d'autant plus faibles qu'ils seraient parfaitement insuffisants pour compenser les effets contraires, ceux de la politique d'austérité. Au total, les effets cumulés de ces largesses accordées aux entreprises et de l'austérité mise en place pour les financer auraient donc un effet récessif de -0,56 point de croissance.

En bref, l'OFCE dresse la radiographie d'une politique économique absurde, prisonnière de la doxa néolibérale. C'est ce qu'explique l'étude, en termes à peine plus châtiés :

« Pour la période 2014-15, l'allègement des prélèvements obligatoires sur le secteur productif, avec la montée en charge du CICE et la mise en place du Pacte de responsabilité, sera assorti d'une sévère cure d'amaigrissement des dépenses publiques notamment pour 2015, et d'une hausse des prélèvements sur les ménages en dépit de la suppression de la première tranche d'impôt sur le revenu en 2015. Le solde de ces impulsions de sens contraire devrait être négatif. L'impact positif sur l'activité des mesures

*en faveur des entreprises restera en effet, en 2014 et en 2015, inférieur (en valeur absolue) à celui, négatif, de la baisse des dépenses publiques et des mesures passées qui développent encore leurs effets par une augmentation de la pression fiscale sur les ménages.*

*« Au total, les mesures discrétionnaires prévues et passées conduiraient à une hausse des prélèvements obligatoires sur les ménages de 19 milliards sur la période 2014-15 alors que ceux sur les entreprises baisseraient de 18 milliards. L'entrée du CICE dans sa phase opérationnelle en 2014, avec une restitution effective aux entreprises de 6,5 milliards d'impôts sur les bénéfices, équivaut à une baisse des prélèvements obligatoires de 0,30 point. Mais l'impact de cette mesure sur la croissance sera lent à se développer, l'enrichissement de la croissance en emplois et les gains de compétitivité escomptés ne devenant significatifs qu'en 2015. »*

Et l'OFCE ajoute :

*« En 2015, les entreprises bénéficieront de la deuxième vague de remises d'impôts au titre du CICE, avec le passage en 2014 de l'allègement des charges sociales de 4 à 6 %. Les montants restitués en 2015 seront plus faibles qu'en 2014, 3,5 milliards, mais à leur impact sur le PIB viendra s'ajouter l'effet retardé des remises de 2014 lié à la montée en charge de l'effet du multiplicateur. Finalement, le CICE engagera une baisse effective de la fiscalité des entreprises de 0,46 point en 2014 et en 2015, avec un effet cumulé sur la croissance de 0,32 point.*

*« Autre volet des mesures prises en faveur des entreprises, le Pacte de responsabilité et de solidarité – consistant, pour un montant de 4,5 milliards, à abaisser les cotisations sociales patronales sur les salaires inférieurs à 1,6 SMIC, les cotisations famille des indépendants et artisans (1 milliard) et à engager la suppression de la C3S (1 milliard) – prolongera la baisse des PO sur les entreprises en 2015 avec un repli supplémentaire de 0,39 point de PIB. Davantage ciblé sur les bas salaires, ce dispositif devrait avoir un impact positif sur le PIB plus fort la première année que le CICE, via un multiplicateur plus élevé que nous estimons à 0,8. Si l'on ajoute à sa composante "entreprises" son volet "ménages" (baisse de l'impôt sur le revenu des ménages d'une partie des classes moyennes et modestes pour un montant de 2,7 milliards), le Pacte de responsabilité et de solidarité contribuerait positivement à hauteur de 0,32 point à la croissance en 2015. »*

Traduisons et simplifions : François Hollande a choisi d'imposer au pays un plan d'austérité sans précédent pour apporter aux entreprises des allègements fiscaux et sociaux ruineux, qui n'auront qu'un effet microscopique, avec en bout de chaîne une économie qui sera encore un peu plus anémiée. Économiquement absurde et socialement choquant...